

« La population en a marre des mouvements de grève »

SOCIAL Pieter Timmermans, patron de la FEB, appelle à la sérénité et à la discussion

► A la veille d'une nouvelle semaine sociale délicate, le patronat demande l'arrêt des grèves.

► « Regardons vers l'avant et pas dans le rétroviseur. »

A la veille de la décision des syndicats de mener ou non une grève générale, et à l'entame d'une semaine qui sera aussi marquée par les festivités du Premier Mai dans une période socialement tendue, nous avons demandé l'avis de Pieter Timmermans, l'administrateur délégué de la Fédération des entreprises de Belgique, l'association patronale fédérale.

Les syndicats ont décidé vendredi d'aller en justice contre le saut d'index. Votre réaction ?

C'est une évolution dans l'attitude des syndicats qui me préoccupe beaucoup. Ils créent une judiciarisation de la situation sociale. On le voit avec cette décision d'attaquer le saut d'index devant la Cour constitutionnelle. Mais on l'a vu aussi sous le gouvernement précédent, où certains syndicats ont attaqué le compromis sur le statut des ouvriers et des employés.

Pourquoi est-ce que cela vous dérange ?
Parce que dans les mots, on dit qu'on joue le jeu de la concertation sociale, mais dans les actes, on va de plus en

plus vers une judiciarisation. C'est dangereux parce que cela ouvre d'autres possibilités, et notamment que l'absence de personnalité juridique des syndicats soit contestée en justice. Personnellement, je joue le jeu de la concertation sociale, mais si chaque fois qu'il n'y a pas d'accord et qu'une décision dérange un syndicat, on va au tribunal, je trouve cela dangereux.

Les syndicats envisagent une grève générale le 12 mai. Votre réaction ?

Nous sommes préoccupés

par les grèves qui touchent directement ou indirectement les entreprises. Une grève des services publics censée être dirigée contre le gouvernement, cela touche aussi les entreprises. On ne résoudra rien avec un climat social instable vis-à-vis des entreprises. On a plus à gagner en se mettant autour de la table qu'en déclenchant des actions dans la rue. Je plaide pour plus de sérénité.

Mais cela n'empêche pas les réformes du gouvernement Michel d'avancer. Il y a eu plusieurs accords.

C'est ce que je veux dire : il y a plus à gagner en discutant qu'en déclenchant des actions. Et l'opinion publique en a marre de ces mouvements. Elle le dit de plus en plus. L'an passé, il y a eu 12 ou 13 grèves à la SNCB. Et j'ai des contacts

avec les travailleurs qui appellent de plus en plus à la discussion. Et je suis content de ce qui a été mis en route grâce à la discussion. Et je le demande : faut-il continuer à faire grève ? La reprise économique, on la sent. Mais il reste beaucoup d'hésitation par rapport à la paix sociale. Va-t-elle s'installer ou non ? C'est un moment crucial.

Le secrétaire général de la FGTB, Marc Goblet, estime de son côté que pour que la contestation sociale fonctionne, elle doit faire mal à l'économie. Votre avis ?

C'est une expression très douloureuse. Si on touche à l'économie, c'est en définitive l'emploi et donc les travailleurs qui seront touchés. Je laisse cette expression à M. Goblet, mais je prends mes distances par rapport à ces propos parce que si l'économie est touchée, c'est l'homme de la rue qui est touché.

Vous avez un message à adresser aux syndicats pour le Premier Mai ?

Ce n'est pas à moi d'adresser un message pour le Premier Mai. C'est une fête socialiste et je respecte cela. Mais je voudrais quand même dire ceci : le dollar est fort par rapport à l'euro et c'est bon pour nos exportations. Le prix du pétrole est faible. Le plan de relance du gouvernement va produire ses effets. Dans ce contexte, je demande vraiment qu'on regarde vers l'avant, et pas dans le rétroviseur. ■

Propos recueillis par
BERNARD DEMONTY

Premier Mai Sous tension, vu la menace syndicale

Le rouge du Premier Mai sera plus vif que d'habitude, cette année. La contestation sociale a à nouveau atteint la cote d'alerte. Et la CSC, généralement discrète en ce jour très socialiste, se joindra cette année à la fête (du travail). Panorama et analyse d'une situation sociale toujours difficile.

1 Mardi : la FGTB dira s'il y a grève générale. La FGTB va-t-elle débrayer dans tous les secteurs le 12 mai ? La réponse tombera mardi midi. Le syndicat socialiste est saisi d'une demande de 10 % de ses représentants. Il est donc tenu de se prononcer sur la tenue d'une grève générale le 12 mai. Réponse positive assurée ? Pas si vite. Pour déclencher une grève générale, la proposition doit recueillir deux tiers des votes positifs. Et à la FGTB, tout le monde n'est pas convaincu de la pertinence d'un tel mouvement. L'argument pour : faire bouger les lignes du gouvernement, alors que les précédentes manifestations des syndicats n'ont pas, aux yeux d'une partie de la FGTB, apporté de résultats suffisants. L'argument contre : il est loin d'être acquis que la CSC et le syndicat libéral suivront le mot d'ordre de grève. L'opposition au gouvernement fédéral pourrait se trouver affaiblie par cette division du front commun. Ce serait du reste la seconde fois en quinze jours que les deux grands syndicats, CSC et FGTB, adoptent une stratégie distincte. A la veille de ce vote, Marc Goblet, le secrétaire général de la FGTB, ne fait pas de pronostics. « De toute façon, nous avons le droit de prendre nos décisions en toute légitimi-

té. Si nous décidons de partir en grève générale, la CSC dira si elle nous suit ou non. Et je constate qu'en Belgique, tous les mouvements sociaux sont toujours partis de minorités. » On sent toutefois poindre à la FGTB une irritation de voir la CSC « critiquer le gouvernement, mais refuser de passer concrètement à l'action ». Pour Marc Goblet en tout cas : « Pour qu'une contestation soit efficace, elle doit faire mal à l'économie. »

2 Mardi : la CSC dira ce qu'elle pense de la grève générale. Le même jour, ce sera au tour de la CSC de discuter de l'opportunité d'une grève générale le 12 mai. « Nous en discuterons, c'est sûr, mais il n'est pas dit qu'une décision sera prise », dit-on à la CSC. Il nous revient en interne au syndicat chrétien que la réponse risque d'être négative. Pour plusieurs raisons. D'abord la CSC sent que l'opinion publique n'est pas enchantée par des mouvements à répétition. D'autre part, le syndicat chrétien estime que l'opposition au gouvernement Michel constituera un combat de longue haleine et qu'il n'est pas opportun de recourir trop vite à la grève. Enfin, troisième raison, la volonté de ne pas trop secouer le partenaire CD&V à la table du gouvernement. Car une opposition trop dure pourrait mettre le CD&V en difficulté. Une sortie de ce parti de la coalition est un risque que le syndicat chrétien ne veut pas prendre. « On aurait alors un vrai gouvernement de droite. » Une attitude pragmatique comparable à celle de la FGTB sous le gouvernement Di Rupo, dit-on à la CSC. Ce qui irrite la FGTB : « Je n'ai

jamais eu peur de dire au PS ce que je pensais », réagit Marc Goblet. Dans les discours du congrès de la CSC, vendredi dernier, rien en tout cas ne laissait présager un recours rapide à la grève générale. Le syndicat chrétien a annoncé qu'il allait attaquer le saut d'index devant la Cour constitutionnelle. Une manière de faire savoir qu'il continue la lutte contre la mesure la plus imbuvable pour les syndicats ailleurs que dans la rue.

3 Vendredi : La FGTB tient son Premier Mai. Le Premier Mai de cette année aura des accents particuliers, à la FGTB. Slogan : « La solidarité, plus que jamais ». Si la FGTB n'opte pas pour une grève générale, elle devra l'expliquer dès vendredi à ses militants. Et ce ne sera pas chose aisée. « Mais cela n'empêchera pas des actions régionales », dit Marc Goblet. D'autre part, si la décision est négative, c'est que nous déciderons d'autres modes d'actions et réserverons la grève pour plus tard, puisque le combat sera de longue haleine. »

4 Vendredi : la CSC manifeste au Premier Mai du MR. Autre moment important de la semaine : une manifestation inhabituelle. L'aile francophone du syndicat chrétien ira manifester au Premier Mai du MR, à Jodoigne. Les libéraux ont pris l'habitude de fêter eux aussi le travail. Ils organisent traditionnellement cette fête à Jodoigne. Cette année toutefois, la CSC a indiqué qu'elle y manifesterait. Un possible foyer de tensions, même si la CSC n'est pas habituée aux manifestations dures. ■

B.Dy